

Pour la défense de l'école publique

La rentrée scolaire 2006 est celle d'une vision réactionnaire de l'éducation. La circulaire de rentrée, qui pour la première fois n'a fait l'objet d'aucune discussion avec les organisations syndicales, décline une politique éducative réactionnaire marquée par le recours à la sanction (note de vie scolaire) et à l'exclusion (apprentissage à 14 ans). Cette politique éducative ségrégative va laisser sur le bord du chemin les élèves les plus fragiles. La mise en place de telles mesures ajoutées aux atteintes au Droit à l'éducation pour tous perpétrées par Sarkozy contre les élèves sans-papiers montrent qu'il est bien davantage question de contrôle social que de réussite du plus grand nombre et d'école émancipatrice.

Les conditions de la rentrée 2007 se jouent dès maintenant. Le budget 2007 poursuit l'entreprise de dégradation du service public d'éducation. Aux dizaines de milliers de postes supprimés lors des précédentes rentrées s'ajouteront près de 8 700 postes (sur les 19 000 suppressions d'emplois de fonctionnaires) qui manqueront pour assurer un service public de qualité. Dans le même temps, dans l'enseignement supérieur et la recherche, les engagements de créations de postes (1 500 au lieu de 3000) ne sont pas tenus.

Lois Fillon/Robien...Casse à tous les étages

Cette rentrée voit encore une nouvelle catégorie de travailleurs précaires installés en lieu et place des postes que le gouvernement refuse de créer, comme le recrutement d'Emplois de Vie Scolaire (EVS) dont les contrats sont limités à 10 mois et pour lesquels, à ce jour, il n'est prévu aucune formation. Elle est aussi marquée par la confirmation de la mise au chômage de milliers d'enseignants contractuels et vacataires. Le nombre de postes diminue encore et cela depuis plus de dix ans dans toutes les catégories, dans de nombreuses académies dont celle de Clermont-Ferrand, cela pour tenter de colmater quelques brèches ailleurs.

La formation initiale et continue des enseignants se retrouve encore réduite à mesure que la demande sociale faite aux enseignants s'accroît.

La loi sur le handicap qui prévoit la scolarisation du maximum d'élèves en milieu ordinaire se met en place dans la plus totale impréparation, sur fond d'augmentation des effectifs dans les classes et avec dix postes spécialisés en moins pour le seul département du Puy de Dôme.

La politique des ZEP se trouve démantelée au profit d'un saupoudrage curieusement appelé « ambition-réussite », le tout au nom d'une loi défendant une prétendue « égalité des chances »...

A l'Université, l'absence de cadre national qui existe depuis la mise en place du système LMD (Licence-Master-Doctorat) remet un peu plus en cause le service public d'enseignement supérieur et l'égalité entre les étudiants.

Nous devons nous opposer à la casse de l'école publique organisée par ce gouvernement.

Cette lutte nécessaire ne saurait rester celle des seuls personnels de l'éducation nationale.

Face au libéralisme prétendument triomphant nous devons défendre le bien public.

Dans l'unité nous devons défendre et transformer l'école pour tous.

**Les fédérations de l'éducation, la Fcpe, les syndicats de lycéens et d'étudiants appellent à la grève le
28 septembre.**

Les suppressions de postes qui viennent d'être annoncées dans la fonction publique sont significatives d'une volonté de démantèlement des services publics dont chacun subira les effets désastreux, les salariés comme les usagers, les parents comme les enfants. Il est nécessaire de créer au plus vite les conditions d'une mobilisation unitaire et interprofessionnelle inscrite dans la durée. Ce que nous avons fait et réussi pour le retrait du CPE, nous pouvons et nous devons le refaire pour la défense de l'emploi et des services publics.

**Rassemblement 10H Place de Jaude
Manifestation en direction du Rectorat et de la Préfecture
Assemblée Générale
14H Amphi 1 Fac de Lettres (Gergovia)**